



La journée du 17 septembre est la troisième journée de grève très suivie dans l'éducation, contre la réforme des collèges. Le ministère lui même reconnaît 5% de grévistes de plus que le 11 juin, tout en campant sur ses positions. L'intransigeance évidente de Najat Vallaud Belkacem qui avait fait paraître les décrets de la réforme du collège au lendemain de la grève du 19 mai est à l'image de la dureté du gouvernement qui a fait le choix de la politique d'austérité, aux dépens des services publics, des salaires, des conditions de vie...

La réforme des collèges s'inscrit entièrement dans cette politique d'austérité et accentuera profondément les inégalités sociales. Et ce au détriment des conditions de travail des personnels, des conditions d'enseignement, des élèves les plus en difficulté et des zones d'enseignement les plus populaires. Le gouvernement a annoncé 4 000 équivalents temps plein (10h00 par collègue). Or le nombre d'enseignants a baissé de 50 000 en quelques années, alors que dans le même temps la démographie augmentait. Et ça craque de partout !

Si le gouvernement souhaitait vraiment pallier la difficulté scolaire, c'est un plan d'au moins embauche de 80 000 personnels titulaires dans l'éducation qu'il aurait voté, pour obtenir une baisse drastique des effectifs par classe et arriver à un maxima de 20 (15 en éducation prioritaire). Au lieu de ça, il passe en force une réforme des collèges aux conséquences dramatiques :

- **Des classes qui restent à un effectif moyen de 28**
- **La diminution des heures d'enseignement**
- **La disparition de la Bi-langue, de l'option Latin, de la Section Européenne avec des conséquences directes pour des zones populaires qui n'auront plus aucun enseignement ambitieux à proposer**
 - **Des options et sections latin, bi-langue et européenne maintenues dans l'enseignement privé, et des sections internationales maintenues dans des secteurs géographiques « de prestige »**
 - **Des inégalités accentuées avec des enseignements différents d'un collège à l'autre**
 - **Un accompagnement «personnalisé» des élèves en classe entière, dans de nombreux collèges faute de moyens**
 - **Des tensions entre enseignants et avec les équipes de direction pour la répartition des EPI, de l'AP et des heures marges.**

Le moment est venu d'accélérer le rythme de la mobilisation et d'élargir le mouvement à tous les secteurs de l'éducation, qui souffrent eux aussi des effectifs-classes qui explosent. Une participation massive de tous les personnels de l'éducation à la journée de grève interprofessionnelle du 8 octobre, à l'appel de la FSU, de la CGT et de SUD, sera l'occasion de montrer que nous restons mobilisés contre la réforme du collège et contre la casse de l'éducation, aux côtés des autres salariés du public et du privé, quelques jours avant la manifestation nationale du samedi 10 octobre à l'appel de l'intersyndicale nationale du second degré. Et dès le retour des congés de Toussaint il faudra continuer, sans attendre les DHG, en étant à nouveau en grève et en reconduisant. C'est ce qui permettra de mobiliser plus largement parents et personnels de tous les secteurs.

D'ici là, ne laissons pas retomber la forte mobilisation du 17 septembre dans notre académie, avec 1 000 manifestants. Montrons notre détermination intacte, restons mobilisés en octobre. La CGT éducation, SUD éducation, le SNES-FSU et le SNUEP-FSU de Haute Normandie appellent tous les personnels de l'éducation, les parents, à exprimer le refus clair de la réforme du collège et de la politique d'austérité dans l'éducation.

**Pour l'abrogation de la réforme des collèges !
Contre la politique d'austérité dans l'éducation !
Luttons pour les moyens à la hauteur des besoins !**

**Rassemblement à Rouen, Place St Sever
Samedi 3 octobre 14h00**